





**PREVENTION  
DES RISQUES LIES A L'AMIANTE**

**Diffusion** : Liste CEA/GRE/ISE/LT004 : Chefs d'Installations, Ingénieurs et animateurs de Sécurité d'Installation

	NOM	FONCTION	VISA
REDIGÉ PAR :	A. FINET	INGENIEUR DE SECURITE	
VÉRIFIÉ PAR :	V. TROESCH	INGENIEUR DE SECURITE D'ETABLISSEMENT	
APPROUVE PAR :	J. THERME	DIRECTEUR DU CEA GRENOBLE	 Par Délégation, Le DIRECTEUR ADJOINT

	CIRCULAIRE SECURITE N° 46	Indice A	2/10
		Date d'application Avril 2009	

## SOMMAIRE

### 1. OBJET

### 2. DOMAINE D'APPLICATION

### 3. DOCUMENTS APPLICABLES

### 4. DOCUMENTS ASSOCIES

### 5. DEFINITIONS

#### 5.1. Matériaux friables

#### 5.2. Matériaux non friables

#### 5.3. Flocage

### 6. PREVENTION DU RISQUE AMIANTE

#### 6.1. Equipement et matériaux contenant de l'amiante

#### 6.2. Obligation d'inventaires et de vérifications

### 7. OBLIGATION LORS D'INTERVZENTION ET DE TRAVAUX

#### 7.1. Chaque chantier doit être considéré comme un cas particulier

#### 7.2. Plan de retrait ou de confinement (PRC)

#### 7.3. Retrait ou confinement d'amiante friable

#### 7.4. Retrait ou confinement d'amiante non friable

#### 7.5. Travaux d'entretien ou de maintenance

##### 7.5.1. Analyse du risque

##### 7.5.2. Mesures de prévention en cas de présence amiante

#### 7.6. Travaux de réaménagement et déconstruction


### 8. GESTION DES DECHETS

#### 8.1. Les déchets d'amiante se divisent en deux grandes catégories

#### 8.2. Cas des zones contaminantes

### 9. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES AU CEA/GRENOBLE

### 10. HISTORIQUE DES VERSIONS

	CIRCULAIRE SECURITE N° 46	Indice A	3/10
		Date d'application Avril 2009	

## 1. OBJET

La présente circulaire définit les dispositions du CEA Grenoble en matière de protection des travailleurs et de la population contre les risques liés à une exposition aux fibres d'amiante.

## 2. DOMAINE D'APPLICATION

Périmètre du CEA Grenoble, y compris les satellites.

## 3. DOCUMENTS APPLICABLES


- Code de la Santé Publique Chapitre IV section 2 – articles R1334-14 à R1334-29 et annexes 13-9
- Code de la Santé Publique Chapitre IV section 2 – articles R1336-2 à R1336-5

*Nota : le décret 96-97 du 7 février 1996 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis, modifié par le décret 2001-840 du 13 septembre 2001 et le décret 2002-839 du 3 mai 2002 a été abrogé par le décret 2003-462 du 21 mai 2003. Toutes les dispositions du décret 96-97 modifié sont reprises aujourd'hui dans le Code de la Santé Publique.*

- Décret 96-98 du 7 février 1996 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante, modifié par le Code de la Santé Publique (anciennement décret 201-840 du 13 septembre 2001).
- Décret 96-1133 du 24 décembre 1996 relatif à l'interdiction de l'amiante.
- Arrêté du 22 août 2002, relatif aux consignes générales de sécurité du Dossier Technique Amiante, au contenu de la fiche récapitulative et aux modalités d'établissement du repérage, pris pour application de l'article R133-26 du Code de la Santé Publique (anciennement article 13-3 du décret 96-97 modifié).
- Arrêté du 7 février 1996, relatif aux modalités d'évaluation de l'état de conservation des flocages et des calorifugeages contenant de l'amiante et aux mesures d'empoussièrement dans les immeubles bâtis.
- Arrêté du 15 janvier 1998, relatif aux modalités d'évaluation de l'état de conservation des faux-plafonds contenant de l'amiante et aux mesures d'empoussièrement dans les immeubles bâtis.
- Norme NFX 46-020 : repérage des matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante dans les immeubles bâtis.

## 4. DOCUMENTS ASSOCIES

- Dossier Technique Amiante.
- Plan de prévention.
- Plan de retrait et de confinement (PRC).
- Bordereau de suivi de déchets industriels BSDA: CERFA N° 1186102 du Ministère de l'Environnement.
- Fiches pratiques OPPBTP (section 3 - interventions sur des matériaux contenant de l'amiante).

	CIRCULAIRE SECURITE N° 46	Indice A	4/10
		Date d'application Avril 2009	

## 5. DEFINITIONS

**5.1. Matériaux friables** : matériaux susceptibles d'émettre des fibres sous l'effet de chocs, de vibrations ou de mouvements d'air

On entend, en général, par amiante friable :

- le calorifugeage,
- le flocage,
- la bourre d'amiante en vrac,
- le carton d'amiante,
- les tresses, bourrelets et textiles en amiante,
- l'enduit, le plâtre amianté et le mortier de faible densité,
- le feutre amiante,
- les filtres à air, gaz et liquide.

**5.2. Matériaux non friables** : matériaux non susceptibles d'émettre des fibres sous l'effet de chocs, de vibrations ou de mouvements d'air

On entend, en général, par amiante non friable :

- les joints plats,
- l'amiante-ciment,
- certaines dalles de faux-plafond,
- le vinyle-amiante (dalles de sol...),
- les colles,
- les produits d'étanchéité,
- les matières plastiques,
- les mousses chargées de fibres, les enduits et les mortiers de densité élevée,
- les revêtements routiers,
- les éléments de friction.

**5.3. Flocage** : application sur un support quelconque de fibres, éventuellement accompagnés d'un liant, pour constituer un revêtement qui présente un aspect superficiel fibreux, velouté ou duveteux


## 6. PREVENTION DU RISQUE AMIANTE

Le CEA s'est créé d'un **Comité Directeur Amiante** qui se réunit à minima une fois par an sous la présidence du Directeur du Pôle Maitrise des Risques ou son délégué.

Un représentant de chaque site participe entre autres à ces réunions dont le but est d'assurer une harmonisation des actions et un échange sur les retours d'expériences de cette thématique.

Chaque centre a mis en place une **Commission Amiante** présidée par le Directeur ou son représentant, (le Chef du Service Technique pour Grenoble) à laquelle participe l'ISE, le Chef du SST et un représentant des unités.

Son rôle entre autres est d'apporter un soutien aux unités dans l'harmonisation des pratiques sur site, en profitant des retours d'expériences et de veiller à la traçabilité des déchets relatifs aux matériaux amiantés.

	CIRCULAIRE SECURITE N° 46	Indice A	5/10
		Date d'application Avril 2009	

### 6.1. Equipement et matériaux contenant de l'amiante

En application du décret n° 96-1133 du 24/12/96 , **Il est interdit** de fabriquer, transformer, vendre, importer mettre sur le marché, **céder à quelque titre que ce soit** toute variété de fibres d'amiante que ces substances soient ou non incorporées dans des matériaux, produits, ou dispositifs.

**La mise à la réforme d'équipement susceptible de contenir ces types de matériaux devra faire l'objet de caractérisations préalables à demander à STL/EXP.**


Une présence d'amiante nécessite obligatoirement une dépollution avant mise en réforme ou transfert de propriété ou l'évacuation en tant que déchet amiante.

Pour les équipements de volume réduit, la société chargée du traitement des déchets industriels spéciaux peut, suite à une demande Intranet, se charger de l'évacuation après que l'appareil a été conditionné sous enveloppe vinyle.

### 6.2. Obligation d'inventaires et de vérifications

Suite au Code de la Santé Publique, un Dossier Technique Amiante (DTA) a été réalisé par le STL sur l'ensemble des locaux et bâtiments du CEA Grenoble, en vue de rechercher l'amiante d'une façon non destructive dans les matériaux suivants :

<b>1. Parois verticales Intérieures et enduits</b>	Murs	<i>Flocage, projections et enduits, revêtements durs (plaques menuiserie, amiante-ciment)</i>
	Poteaux	<i>Flocage, enduits projetés, entourages de poteaux (carton, amiante-ciment, matériau sandwich, carton + plâtre)</i>
	Cloisons	<i>Flocage, projections et enduits, panneaux de cloison</i>
	Gaines	<i>Flocage, enduits projetés, panneaux de cloison</i>
	Coffres verticaux	
<b>2. Planchers, plafonds et faux-plafonds</b>	Plafonds	<i>Flocage, enduits projetés, panneaux collés ou vissés</i>
	Poutres et charpentes	<i>Projections et enduits</i>
	Gaines et coffres verticaux	<i>Flocage, enduits projetés, panneaux</i>
	Faux-plafonds	<i>Panneaux</i>
	Planchers	<i>Dalles de sol</i>
<b>3. Conduit, canalisations et équipements</b>	Conduits de fluides (air, eau, autres fluides)	<i>Conduits, calorifuge, enveloppe de calorifuges</i>
	Clapets/volets coupe-feu	<i>Clapet, volet, rebouchage</i>
	Portes coupe-feu	<i>Joints (tresses, bandes)</i>
	Vide ordures	<i>Conduit</i>
<b>4. Ascenseur, monte-charge</b>	Trémie	<i>Flocage</i>

 <b>GRENOBLE</b>	CIRCULAIRE SECURITE N° 46	Indice A	6/10
		Date d'application Avril 2009	

**Les résultats de cet inventaire sont consultables et disponibles auprès de STL/EXP (bâtiment M6, pièce 324) et sont à prendre en compte dans l'EvRP et pour la rédaction des plans de prévention.**

L'état de conservation des flocages, calorifugeages et faux-plafonds est réalisé périodiquement selon les grilles d'évaluation réglementaire par la société titulaire du contrat des vérifications réglementaires.

Trois cas sont alors possibles :

- Etat de conservation coté 1 : bon état de conservation, contrôle périodique de l'état de conservation des matériaux et/ou produit tous les 3 ans.
- Etat de conservation coté 2 (taux d'empoussièrement inférieure à 5 fibres au litre) : Surveillance du niveau d'empoussièrement.
- Etat de conservation coté 3 (taux d'empoussièrement supérieure à 5 fibres au litre) :  
☒ Travaux de désamiantage obligatoire associés si nécessaire à un confinement de sécurité.

**Le CEA Grenoble a fait le choix de ne pas faire d'encoffrement ou confinement de matériaux amianté.**

Le but étant de s'affranchir dans le temps de la tenue et de la consultation de dossiers lors d'interventions ultérieures de corps d'état du second œuvre sur les ouvrages.

## **7. OBLIGATION LORS D'INTERVENTIONS ET DE TRAVAUX**

**Lors de travaux ou d'interventions sur des matériaux contenant de l'amiante, une évaluation des risques par chacun des acteurs impliqués dans l'opération doit conduire au choix de procédés et de méthodes de travail propres à réduire l'ensemble de ces risques, en maîtrisant en particulier les émissions de fibres.**

Cette évaluation doit permettre la définition des mesures de protection collectives et individuelles les mieux adaptées à la protection des travailleurs intervenants, mais également des règles de protection des personnes en activité à proximité du chantier.


### **7.1. Chaque chantier doit être considéré comme un cas particulier**

Les règles de prévention à mettre en place, après la phase d'analyse des risques, doivent être adaptées à :

- la configuration générale du lieu,
- la surface à traiter,
- la nature du bâtiment,
- l'occupation des autres locaux dans le bâtiment,
- l'intervention pour les secours aux personnes et aux biens.
- tout autre paramètre pouvant avoir une influence sur la santé des opérateurs ou des autres occupants des locaux pendant et après le chantier.

### **7.2. Plan de retrait ou de confinement (PRC)**

Avant chaque chantier de retrait, l'entreprise intervenante doit établir un Plan de Retrait ou de Confinement de matériaux contenant de l'amiante (PRC).

	CIRCULAIRE SECURITE N° 46	Indice A	7/10
		Date d'application Avril 2009	

Ce PRC décrit l'ensemble des mesures établies en fonction de l'évolution des techniques afin de :

- **Réduire** au niveau le plus faible possible l'émission et la dispersion de fibres d'amiante pendant les travaux,
- **Eviter** toute diffusion de fibres d'amiante hors des zones de travaux,
- **Assurer** les protections collectives et individuelles des travailleurs intervenants pour l'ensemble des risques,
- **Garantir** l'absence de pollution résiduelle après travaux.

Ce plan doit être soumis à l'avis du médecin du travail, du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) ou, à défaut, des délégués du personnel de l'entreprise intervenante.

Il est transmis à minima un mois avant le début des travaux, à l'Inspecteur du Travail, aux agents de prévention des Caisses régionales d'assurance maladie (CRAM) et, le cas échéant, à l'Organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics (OPPBTP).

**Il est rappelé que la présence de salariés sous contrat de travail précaire est interdite sur les chantiers Amiante**

La rédaction du Plan de Prévention doit faire référence au plan de retrait ou de confinement (PRC) et les travaux ne peuvent être entrepris qu'après que l'entreprise intervenante ait justifié au CEA le délai d'un mois d'instruction par l'Inspecteur du Travail ou une réponse positive anticipée de sa part.

### 7.3. Retrait ou confinement d'amiante friable

Des règles spécifiques ont été fixées pour les opérations de retrait ou de confinement de l'amiante friable. **Seules les entreprises titulaires d'un certificat de qualification spécifique peuvent intervenir pour la réalisation de ces chantiers.**

Les techniques de retrait d'amiante friable sont choisies de façon à :

- limiter l'exposition des travailleurs aux fibres d'amiante pendant les travaux,
- réduire au niveau le plus faible possible l'émission de fibres dans l'environnement du chantier,
- faciliter l'enlèvement des débris et l'élimination des matériaux contenant de l'amiante, en fonction de la nature et de la géométrie du support,
- réduire à un niveau acceptable la charge physique des salariés compte tenu de la pénibilité et des contraintes de ces chantiers.

Ces chantiers nécessitent la mise en place de structures lourdes (confinement de zone, sas d'accès, mise en dépression, matériel d'intervention, remise à disposition des locaux après analyses libératoires, gestion du personnel, ...).


### 7.4. Retrait ou confinement d'amiante non friable

Bien que moins contraignantes que le retrait de matériaux friable, ces interventions sont soumises à un encadrement réglementaire stricte.

Le retrait et le confinement de matériaux contenant de l'amiante non friables, **à l'exception des travaux de retrait de matériaux non friables en milieux extérieurs**, doivent être réalisés par des entreprises certifiées pour ces types de chantiers.

Le retrait et le confinement de matériaux contenant de l'amiante non friables sont des opérations qui justifient la prise en compte de mesures particulières, telles que :

- la coordination de la prévention lors des opérations,
- l'information des tiers et des organismes : plan de retrait et de confinement (PRC),

	CIRCULAIRE SECURITE N° 46	Indice A	8/10
		Date d'application Avril 2009	

- l'identification du danger et l'évaluation des risques
- l'organisation de l'opération,
- l'organisation des premiers secours aux personnes et aux biens
- les matériels et équipements de chantier et de protection collective et individuelle

### **7.5. Travaux d'entretien ou de maintenance**

Certaines opérations sont susceptibles de mettre des salariés en contact avec de l'amiante. On peut citer par exemple :

- travaux sur un flochage ou un calorifugeage,
- travaux et manipulations d'amiante tissé ou tressé,
- travaux sur des éléments en amiante-ciment,
- travaux sur divers matériaux contenant de l'amiante,
- travaux divers impliquant le stockage et la manipulation d'amiante.

#### **7.5.1. Analyse du risque**

Tous les professionnels directement concernés par les différentes activités énumérées devront s'interroger sur la présence d'amiante dans la zone où doit se dérouler leur intervention. Il s'agit d'une démarche volontaire qui s'intègre dans celle de l'évaluation systématique des risques sur les lieux de travail, déjà prévue par le Code du travail. Le niveau de risque dépend de :

- la nature du matériau,
- la nature de l'opération,
- l'outillage utilisé,
- l'environnement général du poste.

La consultation du DTA est indispensable pour ce type d'intervention dans les locaux et bâtiments.

Des caractérisations particulières destructives complémentaires peuvent être demandées au STL y compris pour les équipements de laboratoire.

Ces interventions se dérouleront en application des fiches pratiques de l'OPPBTP (section 3- interventions sur des matériaux contenant de l'amiante).

Le personnel intervenant devra avoir un suivi médical approprié.

#### **7.5.2. Mesures de prévention en cas de présence d'amiante**


Chaque fois que cela est techniquement possible, les travaux qui peuvent être réalisés à poste fixe devront être réalisés sur des postes de travail spécialement aménagés, équipés de dispositifs de ventilation et de captage des poussières adaptés.

Quel que soit le niveau de risque que l'on pourra déterminer, **il est nécessaire de recourir à un ensemble de mesures** combinées entre elles, à la fois **d'organisation, de protection collective** par réduction du risque **et de protection individuelle** des opérateurs (à minima masque P3, combinaison à usage unique, aspirateur THE, ....)

### **7.6. Travaux de réaménagement et déconstruction**

La consultation du DTA et un inventaire complémentaire « destructif » est indispensable pour ce type d'intervention dans les locaux et bâtiments.



	CIRCULAIRE SECURITE N° 46	Indice A	9/10
		Date d'application Avril 2009	

**Ces caractérisations particulières destructives complémentaires sont à demander à STL/EXP.**

Suivant les résultats, les procédures d'intervention seront celles relatives à l'intervention sur des matériaux friables ou non.

## **8. GESTION DES DECHETS**

### **8.1. Les déchets d'amiante se divisent en deux grandes catégories :**

#### **☒ Les déchets contenant de l'amiante « libre ou pulvérulente » ou amiante friable :**

Flocage, calorifugeage, matériaux friables, filtres, sacs d'aspirateurs, films plastiques de confinement, équipements de protections individuelles jetables, poussières et débris provenant des chantiers de retrait de matériaux non friables, boues, ....

Ces déchets sont considérés comme des déchets industriels dangereux (ex DIS) qui doivent être envoyés en Centre d'Enfouissement Technique (CET) de classe 1 ou bien vitrifiés,

#### **☒ les déchets d'amiante-ciment lié ou amiante non friable**

Ces déchets sont également à considérer comme des déchets industriels dangereux (ex DIS) qui doivent être stockés dans des centres d'enfouissements techniques (CET) de classe 2 voire 3.

Tous les déchets contenant de l'amiante sont soumis à de strictes conditions d'emballage, de transport et de suivie (du producteur CEA à l'éliminateur final).

Ils doivent être enfermés dans un emballage totalement étanche, sur lequel doit figurer l'étiquetage "amiante" et doivent ensuite être acheminés en respectant les règles précises relatives au transport de matières dangereuses.

Toute évacuation doit faire l'objet de la rédaction d'un Bordereau de suivi de déchets dangereux contenant de l'amiante (BSDA).

Une copie de ce dernier, renseigné par l'éliminateur final, sera transmise à STL/LOG qui a en charge l'archivage dans le but d'assurer la traçabilité des déchets.

### **8.2. Cas des zones contaminantes**

Un groupe de travail « Déchets sans Filière immédiate » est en charge au niveau CEA de coordonner les évacuations de ce type.

Au CEA Grenoble il est représenté la DEN/DSN/SIG/LCED.

Pour les déchets friables (amiante non lié), aucune filière d'élimination n'est reconnue.


Pour les déchets non friables (amiante lié) une évacuation vers l'ANDRA peut être envisagée sous certaines conditions.

**Dans tous les cas, une consultation préalable de DEN/DSN/SIG laboratoire LCED est obligatoire.**

## **9. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES AU CEA GENOBLE**

Tout travaux ou intervention sur des matériaux amianté doit faire l'objet d'une information préalable par le CI du président de la commission amiante centre avec copie à l'ISE.

Dans le cadre de la gestion du DTA et des contrôles réglementaires, STL/EXP est le seul interlocuteur pour la réalisation des caractérisations et mesures d'empoussièrement.

	CIRCULAIRE SECURITE N° 46	Indice A	10/10
		Date d'application Avril 2009	

#### 10. HISTORIQUE DES VERSIONS

A	Avril 2009	Refonte totale
O	Novembre 1997	Version originale
Indice	Date d'application	Objet de la modification (en une ligne)